Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article1793

TÃ©moignage sur l'encerclement du centre commercial MILÃ©NIS par le LKP

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 19 mai 2012

Mis Ã jour le : mercredi 29 aoÃ»t 2012

UGTG.org

Ce samedi passÃ©, nous Ã©tions une centaine de militants Ã avoir rÃ©pondu, dÃ©s 5 heures du matin, Ã l'appel lancÃ© par le LKP Ã occuper le centre commercial MilÃ©nis.

La veille, les grÃ©vistes, avec le renfort de militants, avaient dÃ©jÃ entrepris des premiÃ©res mesures de blocage qui avaient entraÃ©nÃ© une sorte de gigantesque jeu du chat et de la souris avec les forces de l'ordre. C'est ce qui explique que des manblo (gendarmes mobiles), fraÃ©chement arrivÃ©s de France, aient dormi sur place et que les militants les plus matinaux "certains prÃ©sents mÃªme dÃ©s 4h30 du matin " aient trouvÃ© les fourgons des diffÃ©rents unitÃ©s militaires comme comitÃ© d'accueil Ã chacune des entrÃ©es du parking de MilÃ©nis.

Le temps d'atteindre un chiffre suffisamment respectable et d'enfourner un didiko afin de faire le plein de forces, les leaders de l'action ont lancÃ© l'opÃ©ration aux alentours de 6 heures du matin en rÃ©partissant, au dÃ©part, les militants pacifistes en 3 colonnes, soit une pour chaque entrÃ©e ; le rideau mÃ©tallique des deux derniÃ©res, sur les cinq que compte MilÃ©nis, n'ayant pas Ã©tÃ© levÃ©. A ce moment-lÃ , les unitÃ©s de manblo Ã©taient regroupÃ©es Ã l'intÃ©rieur de leurs fourgons rÃ©partis en diffÃ©rents endroits du parking ; seuls quelques binÃ©mes militaires Ã©taient postÃ©s aux environs des entrÃ©es.

DÃ©s notre positionnement, les premiers effectifs furent envoyÃ©s pour se placer entre nous et les portes d'accÃ©s. Ce n'est qu'Ã l'arrivÃ©e de renforts de la police nationale, des babilÃ©n de Guadeloupe sÃ©reusement envoyÃ©s aprÃ©s que le poste de commandement ait constatÃ© que les militants du LKP Ã©taient relativement nombreux, que l'opÃ©ration de vÃ©ritable interposition a Ã©tÃ© initiÃ©e par les forces de l'ordre. Forces de l'ordre capitaliste comme ne peut mieux l'illustrer la mise Ã disposition de la force publique au service des intÃ©rÃ©ts privÃ©s d'un entrepreneur refusant d'appliquer l'accord Bino.

Cette stratÃ©gie d'interposition a consistÃ© Ã positionner des effectifs militaires plus importants entre nous et les accÃ©s. Une fois en place, sans aucune opposition de notre part, le regroupement de manblo et de babilÃ©n a utilisÃ© ses grands boucliers rectangulaires pour avancer de quelques mÃ©tres et gagner de l'espace sur nous. A l'entrÃ©e nÃ° 2, cela a tanguÃ© un peu entre un babilÃ©n et un militant de l'UGTG mais, de chaque cÃ´tÃ© des forces en prÃ©sence, un appel au calme a Ã©tÃ© lancÃ© et a rapidement fait redescendre la pression. Le fait que les deux blocs opposÃ©s aient recours Ã la mÃªme langue "le crÃ©ole " a, sans doute aucun, facilitÃ© l'apaisement rapide d'un cÃ´tÃ© comme de l'autre.

Du cÃ´tÃ© de l'entrÃ©e nÃ°1, qui prÃ©sente la particularitÃ© de se faire par une sorte de couloir Ã ciel ouvert, les choses se sont passÃ©es avec plus d'Ã©lectricitÃ©, l'espace plus rÃ©duit " puisqu'entre deux murs " ne permettant pas aux manifestants de se dÃ©gager sur les cÃ´tÃ©s et les gendarmes mobiles trop pressants, peut-Ãªtre par manque d'expÃ©rience, ne leur laissant pas d'autre choix que de faire front. RÃ©sultat, la masse des civils a commencÃ© Ã prendre le dessus sur les militaires, les acculant contre les portes automatiques au point qu'ils ressentent l'obligation d'utiliser les gaz lacrymogÃ©nes. La situation de lÃ©gÃ©re panique des forces de l'ordre de la porte nÃ°1 peut Ãªtre confirmÃ©e par l'utilisation maladroite de ces gaz qui sont en bonne partie retombÃ©s sur ceux qui les avaient lancÃ©s. Mais, lÃ© encore, les responsables du LKP chargÃ©s du bon dÃ©roulement des opÃ©rations Ã cette porte ont tenu leurs troupes, les ont fait reculer et ont jantiman laissÃ© les gendarmes mobiles se positionnaient comme bon leur semblait.

Au total, vers 8 heures 30 (heure d'ouverture habituelle du centre commercial) " 9 heures, les forces de l'ordre, une bonne vingtaine d'hommes par accÃ©s Ã l'extÃ©rieur, d'autres en attente Ã l'intÃ©rieur, faisaient face Ã une quarantaine de militants pacifistes du LKP par entrÃ©e. Assez tÃªt, le LKP rÃ©orienta la rÃ©partition des participants : son rideau de fer ayant finalement Ã©tÃ© abaissÃ©, la porte nÃ°3 ne devait plus Ãªtre occupÃ©e, jusqu'Ã la fin de la journÃ©e, que par une dizaine de militants chargÃ©s de surveiller qu'elle ne servirait pas Ã

permettre aux manblo de prendre Ã revers le dispositif mis en place. Outre les forces directement au contact, des unitÃ©s militaires Ã©taient positionnÃ©es autour de leurs fourgons sur le parking ainsi qu'en quelques points aux immÃ©diats alentours du centre commercial (rond-point, sortie de la nationale, arrÃªt de bus).

L'heure de l'ouverture des portes arrivait, des employÃ©s et des consommateurs âEuros" vraiment avides de consommer ! âEuros" observaient et attendaient une Ã©ventuelle ouverture par la force.

Les leaders du LKP passÃ©rent alors donner les instructions pour la journÃ©e : puisque l'armÃ©e et la police Ã©taient elles-mÃªmes en position de barrage devant les portes du centre commercial et nous refusaient le passage, le LKP prenait la dÃ©cision de former un second cordon afin d'expliquer aux personnes se prÃ©sentant que le centre commercial Ã©tait fermÃ© pour cause de grÃ¢ve et du fait que les forces armÃ©es bloquaient l'entrÃ©e. Les rÃªles se trouvaient donc renversÃ©s par cette stratÃ©gie pacifique : une sorte de prise de judo utilisant la force d'un adversaire armÃ© pour la retourner contre celui-ci.

Cette stratÃ©gie fut appliquÃ©e assez efficacement pendant les premiers temps, les employÃ©s et les badauds devant s'adresser aux militants du LKP qui faisaient tampon entre le public et les forces armÃ©es. Je crois que je ne pourrai donner un meilleur exemple de la dÃ©termination et de la maÃªtrise dont ont fait preuve tous les activistes de ce samedi en relatant la maniÃ¨re dont un homme d'une quarantaine d'annÃ©es, haut de taille, tenta, de faÃ§on soudaine, de franchir la chaÃªne humaine que nous formions, escomptant que l'Ã©lan pris et que sa puissance physique suffiraient Ã forcer le passage. De mes yeux j'ai vu la tentative brutale de cet homme se fracasser, avec toute la force de son Ã¢ge et toute la hauteur de sa taille, sur la dignitÃ© imperturbable et sublime d'une jeune femme d'Ã peine un mÃªtre soixante qui lui opposa son absolue immobilitÃ©. Je crois que cette camarade de lutte donna le ton : les Ã©ventuels candidats Ã l'affrontement Ã©taient avertis de l'inutilitÃ© de toute tentative.

La donne changea lÃ©gÃ©rement Ã partir du moment oÃ¹ les jeunes âEuros" trÃªs jeunes âEuros" gendarmes mobiles crurent discerner en chaque personne leur paraissant europÃ©enne, un possible client ou employÃ© non-grÃ©viste, et en chaque personne leur paraissant guadeloupÃ©enne, un lkpiste. Un sous-officier jugeant bon de faire signe au loin, selon leur apparence physique, Ã certaines personnes semblant dÃ©sireuses d'entrer ; celles-ci, enhardies par le soutien militaire, s'avancÃ©rent âEuros" au niveau de la porte nÃ°2 oÃ¹ j'Ã©tais placÃ© âEuros" pour tenter de rentrer alors mÃªme qu'elles ne pouvaient le faire sans avoir Ã nous passer sur le corps.

Trois incidents s'enchaÃªnÃ©rent ainsi, par la faute d'une lecture raciste de la situation faite par les seuls gendarmes mobiles qui crÃ©Ã©rent, de leur seule initiative, une pÃ©riode de confrontation nÃªg-Gwadeloup contre blan-Fwans.

Le premier incident fut le fait d'un homme, ayant autour de la soixantaine, qui jugea que sa libertÃ© personnelle Ã consommer spÃ©cialement dans ce supermarchÃ©-lÃ , ce jour-lÃ , Ã©tait supÃ©rieure Ã la lutte collective de travailleurs rÃ©clamant la simple application d'un accord signÃ©. Cet homme insista, malgrÃ© le discours argumentÃ© de plusieurs militants toujours imperturbables, tentant de se faufiler entre nos rangs. ArrÃªtÃ©s une premiÃ¨re fois, peut-Ãªtre intimidÃ© par la hauteur des camarades qui lui faisaient face ; l'homme crut rÃ©soudre de choisir un nouveau point de passage qui lui paraissait plus aisÃ© Ã franchir. Mal lui en prit ! Tel un dyab-zigidi, un camarade, surgi de derriÃ¨re notre ronde, se dressa face Ã lui, Ã seulement quelques centimÃªtres de son visage. Franchissant une nouvelle Ã©tape dans la provocation, l'homme crut que, parce que notre camarade faisait Ã peu prÃªs la mÃªme taille que lui, il lui serait loisible de passer. Ce fut la derniÃ¨re tentative d'intimidation physique de cette longue journÃ©e. L'homme se retrouva promptement Ã terre, non pas sous l'action d'un quelconque coup du camarade mais simplement parce qu'il vint lui-mÃªme se cogner au corps solide et dur comme du bwa-gayak de notre camarade qui demeura jantiman, du dÃ©but Ã la fin de lâEuros"incident, droit debout.

Peu de temps aprÃªs, toujours Ã l'invitation des manblo, une consommatrice rÃ©torquant, en langue franÃ§aise, qu'âEuros"elle ne comprenait pas la langue crÃ©ole, aux argumentations prÃ©sentÃ©es par les militants lui expliquant qu'elle ne pouvait venir faire le moindre achat aujourd'hui au centre commercial MilÃ©nis, insista pour tenter de passer notre cordon. Celui-ci s'anima tel une vague pour s'interposer entre elle et les forces armÃ©es.

Jusqu'Ã© tout en contenance, certains militants Ã© son immÃ©diat abord ne purent leur indignation lorsqu'elle leur assÃ©na qu'elle pouvait faire ce qu'elle voulait Ã©Euros" y compris donc briser une grÃ©ve et une protestation populaire lÃ©gitime Ã©Euros" puisqu'elle Ã©tait dans son pays. Les injures en crÃ©ole fusÃ©rent qui, Ã©tonnement, choquÃ©rent la dame qui, un instant avant, prÃ©tendait ne pas comprendre lorsque nous nous adressions Ã© elle en crÃ©ole guadeloupÃ©en.

La puissance du verbe suffit finalement Ã© Ã©loigner cette dame dont l'intervention dÃ©placÃ©e eut au moins le mÃ©rite d'initier une discussion collective sur la faÃ§on dont les GuadeloupÃ©ennes et GuadeloupÃ©ens prÃ©sents avaient, chacun, subi des situations de racisme et de xÃ©nophobie lors de leurs annÃ©es passÃ©es en France ; notamment en s'entendant dire qu'ils n'y Ã©taient pas chez eux et qu'il valait mieux qu'ils retournent dans leur pays, pour s'entendre assÃ©ner, une fois de retour en Guadeloupe, que celle-ci appartenait aux FranÃ§ais et que ceux-ci considÃ©raient que leur droit Ã© consommer comme bon leur semble lÃ©Euros" emportait sur le droit des GuadeloupÃ©ens Ã© exister et travailler dignement. Mi ! DÃ©ba wÃ©y wÃ©y wÃ©y !

Enfin, le dernier incident, beaucoup plus lÃ©ger, impliqua une employÃ©e d'une boutique de la galerie commerciale plus motivÃ©e que quiconque Ã© aller bosser ce samedi, alors qu'aucun client n'avait accÃ©s Ã© MilÃ©nis. Comme de nombreuses autres personnes ce jour-lÃ© , elle tenta d'obtenir directement auprÃ©s des forces de l'ordre, sinon une autorisation de passer du moins une confirmation de la fermeture, ignorant les Ã©tres humains, placÃ©s entre elle et les hommes en uniforme, et pourtant tout Ã© fait disposÃ©s Ã© lui exposer calmement les motivations de leur action. Comme aux autres personnes pleines de mÃ©pris qui adoptÃ©rent ce comportement, les militants prÃ©sents lui adressÃ©rent cette simple question : E nou ? Nou pa moun ?

Il me faut quand mÃ©me prÃ©ciser, aprÃ©s l'Ã©noncÃ© de ces rares incidents, que la majoritÃ© des personnes venues faire quelques courses ce jour-lÃ© a eu le bon sens, Ã© la vue des effectifs militaires dÃ©ployÃ©s et de la prÃ©sence des militants, de simplement faire demi-tour. A dÃ©faut de nous rejoindre dans l'action, un grand nombre a manifestÃ© son soutien Ã© notre action contre la pwofitasyon et pour l'application de l'accord Bino.

Une fois l'afflux d'employÃ©s et de clients tari au fur et Ã© mesure que la matinÃ©e avanÃ§ait, la situation se modifia en cours d'aprÃ©s-midi. La conjonction du nombre de grÃ©vistes, du peu de non-grÃ©vistes ayant pu rejoindre leur poste, de lÃ©absence de chalands et de la continuation d'une action d'encerclement entamÃ©e depuis 5 heures du matin entraÃ©nait l'impossibilitÃ© d'une ouverture du centre commercial. On se retrouva alors, aux alentours de 14 heures, dans une nouvelle situation oÃ¹ le centre commercial Ã©tait reconnu comme fermÃ©, y compris par les forces armÃ©es.

Prenant conscience de ce retournement, les militants du LKP commencÃ©rent Ã© faire relÃ©che. AprÃ©s pratiquement 10 heures de station debout, les militants se placÃ©rent sur les cÃ©tÃ©s des accÃ©s tenus par les forces de l'ordre, leur abandonnant la responsabilitÃ© d'annoncer aux consommateurs avides de dÃ©penser que le centre commercial Ã©tait fermÃ© Ã© tous, grÃ©vistes comme non-grÃ©vistes, militants lkpistes comme militants consommÃ©ristes ! A force d'obstination, le LKP obtenait donc le prononcÃ© par le commandement militaire de la fermeture de l'ensemble du centre commercial pour la durÃ©e entiÃ©re de la journÃ©e.

Vers 18 heures, aprÃ©s treize heures dÃ©Euros"une action parfaitement maÃ©trisÃ©e, les brigades pacifiques du LKP dÃ©cidaient donc de se retirer avec le sentiment du devoir accompli et de la pleine rÃ©ussite de leur journÃ©e dÃ©Euros"action non-violente.

Lundi 14 mai, au cours du dÃ©briefing qui sÃ©Euros"est tenu devant le Bik, Elie Domota, porte-parole du Liyannaj Kont Pwofitasyon, a donnÃ© rendez-vous pour le meeting de ce vendredi 18 mai Ã© 19 h Ã©Euros" toujours au Bik a LKP Ã©Euros" oÃ¹ sera annoncÃ© le lieu de la prochaine action qui aura lieu ce samedi 19 mai.

lidÃ©jis